

**Council for Trade-Related Aspects of
Intellectual Property Rights**

Original: French/
français/
francés

**MAIN DEDICATED INTELLECTUAL PROPERTY
LAWS AND REGULATIONS NOTIFIED UNDER
ARTICLE 63.2 OF THE AGREEMENT**

MOROCCO

The present document reproduces the text¹ of the draft decree implementing Law No. 9/94 on the protection of new varieties of plants, determining the remuneration for services provided in relation to the protection of new plant varieties, as notified by Morocco under Article 63:2 of the Agreement (see document IP/N/1/MAR/2).

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

**PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES À LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE NOTIFIÉES AU TITRE
DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD**

MAROC

Le présent document contient le texte¹ du Projet de décret d'application de la Loi N° 9/94 relative à la protection des obtentions végétales, fixant les rémunérations des services rendus au titre de la protection des obtentions végétales, notifié par le Maroc au titre de l'article 63:2 de l'Accord (voir le document IP/N/1/MAR/2).

**Consejo de los Aspectos de los Derechos de Propiedad
Intellectual relacionados con el Comercio**

**PRINCIPALES LEYES Y REGLAMENTOS DEDICADOS A LA
PROPIEDAD INTELECTUAL NOTIFICADOS EN VIRTUD
DEL PÁRRAFO 2 DEL ARTÍCULO 63 DEL ACUERDO**

MARRUECOS

En el presente documento se reproduce el texto¹ del Proyecto del decreto de aplicación de la Ley N° 9/94 relativa a la protección de las obtenciones vegetales en el que se establecen las remuneraciones por los servicios prestados por concepto de protección de las obtenciones vegetales, que Marruecos ha notificado en virtud del párrafo 2 del artículo 63 del Acuerdo (véase el documento IP/N/1/MAR/2).

¹ In French only./En français seulement./En francés solamente.

*DECRET N° DU () INSTITUANT UNE
REMUNERATION DES SERVICES RENDUS PAR LE MINISTERE CHARGE
DE L'AGRICULTURE AU TITRE DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS
VEGETALES.*

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 9.94 sur la protection des obtentions végétales, promulguée par le dahir n°1.96.255 du 12 ramadan 1417 (21 janvier 1997) ;

Vu le décret n° 2.98.401 du 9 moharrem 1420 (26 avril 1999) relatif à l'élaboration et à l'exécution des lois de finances, notamment son article 4 ;

Vu le décret Royal n° 330.66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967), portant règlement général de comptabilité publique, tel qu'il a été modifié et complété ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme et du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Eaux et Forêts ;

Après examen par le Conseil des ministres réuni le...

DECRETE :

Article premier : Est instituée une rémunération des services rendus par le ministère chargé de l'agriculture au titre de la protection des obtentions végétales en ce qui concerne :

- 1) le dépôt de la demande de certificat d'obtention végétale ;
- 2) le dépôt d'une revendication écrite de priorité ;

- 3) le dépôt des requêtes de rectification d'erreurs matérielles dans le dossier de la demande ;
- 4) l'examen préalable en culture, par année, de la variété ;
- 5) l'étude des résultats d'examen préalable effectué par un organisme étranger ;
- 6) l'examen préalable, par année, de chacun des constituants des variétés hybrides ;
- 7) le transfert à des organismes étrangers des résultats d'examen des variétés effectués par le ministère chargé de l'agriculture ;
- 8) la délivrance du certificat d'obtention végétale et de ses duplicatas ;
- 9) le maintien du droit d'obtenteur par année de protection;
- 10) toute inscription ou toute radiation sur le registre national des demandes de certificats d'obtention végétale et le registre national des certificats d'obtention végétale ;
- 11) la consultation des registres nationaux précités ;
- 12) la reproduction d'extraits des registres précités ;
- 13) la reproduction des pièces des dossiers relatives aux demandes de certificats d'obtention végétale ou aux résultats d'examen préalable ;

Article 2. Pour la détermination des tarifs afférents aux rémunérations à percevoir, les espèces végétales sont classées en trois catégories :

- groupe A : Céréales, légumineuses, cultures fourragères, cultures industrielles, espèces potagères, espèces florales et ornementales, pomme de terre et fraisier ;
- groupe B : Espèces arboricoles et vigne ;
- groupe C : Autres espèces de plantes végétales, à l'exception de celles sus-indiquées.

Article 4. Le ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts et le ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à le

Pour contreseing :

Le Premier Ministre

*Le Ministre de l'agriculture,
du développement rural
et des eaux et forêts*

*Le Ministre de l'économie, des finances,
de la privatisation et du tourisme*
